



NOTE DE SERVICE

N° 12-006-N du 12 janvier 2012

NOR : BCR Z 12 00006 N

PRESTATIONS DES MISSIONS D'EXPERTISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE (MEEF)

ANALYSE

Date d'application : 06/01/2012

MOTS-CLÉS

MISSION D'EXPERTISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE ; PRÉFET DE RÉGION ; PRÉFET

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DRFIP	DDFIP											

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

*Sous-direction du conseil fiscal, financier et économique
Bureau CL-2B*



LISTE DES ANNEXES

ANNEXE :	Circulaire DGFIP/DMAT du 6 janvier 2012 relative aux prestations des Missions d'Expertise économique et financière (MEEF).....	4
----------	---	---

La présente circulaire DGFIP/DMAT a pour objet d'actualiser l'offre de prestations des MEEF des directions régionales des Finances publiques à l'intention des préfets, précisée antérieurement dans les circulaires DGCP/DATAP du 4 juillet 1996 et du 12 avril 2002.

Ces prestations constituent une aide à la décision des préfets et des décideurs publics.

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ
DU CONSEIL FISCAL, FINANCIER ET ÉCONOMIQUE

ÉRIC BARBIER

ANNEXE : Circulaire DGFIP/DMAT du 6 janvier 2012 relative aux prestations des Missions d'Expertise économique et financière (MEEF)

MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA REFORME DE L'ETAT DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION DIRECTION DE LA MODERNISATION ET DE L'ACTION TERRITORIALE
--	---

**LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
ET DE L'IMMIGRATION**

**LE MINISTRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA REFORME DE L'ETAT,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT**

à

**Madame et messieurs les préfets de région
Mesdames et messieurs les préfets de département
Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des finances publiques
Mesdames et messieurs les directeurs départementaux des finances publiques**

06 JAN. 2012

OBJET : Prestations des Missions d'Expertise économique et financière (MEEF).

La présente circulaire a pour objet d'actualiser l'offre de prestations des MEEF des directions régionales des finances publiques à l'intention des préfets, précisée antérieurement dans les circulaires DGCP/DATAP du 4 juillet 1996 et du 12 avril 2002.

Ces prestations constituent une aide à la décision des préfets et des décideurs publics. Dans un contexte de réduction des financements publics, les MEEF contribuent à l'optimisation de la gestion des crédits publics par une meilleure programmation financière des opérations, une analyse ou un concours à l'amélioration du calibrage du montage d'un projet, une étude de la situation économique et financière d'une structure bénéficiaire de fonds publics ou une évaluation de l'impact des projets et des dispositifs d'actions publiques.

A – Le champ d'intervention de la MEEF

La MEEF peut réaliser des expertises sur des projets d'investissement publics de toute nature, qu'il s'agisse de projets financés par l'Etat et/ou les fonds structurels européens ou cofinancés par les collectivités territoriales et/ou les établissements publics. La priorité de la MEEF est d'intervenir sur les opérations qui présentent un enjeu juridique, économique et/ou financier significatif au niveau local.

Les expertises peuvent notamment porter sur les investissements d'avenir et sur le bon emploi des crédits européens afin de diminuer le taux d'erreurs constatées par la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC).

ANNEXE (suite)

La MEEF peut également réaliser des évaluations ex-post d'opérations d'investissements achevées.

Au delà des projets d'investissement, la MEEF peut désormais être sollicitée sur toute politique publique dès lors que les enjeux locaux sont importants en terme de crédits publics d'intervention ou de fonctionnement (opérateurs publics, associations, analyses comparatives...).

B – Les typologies et principes d'action

La MEEF peut réaliser, selon la nature du dossier et le besoin exprimé par le commanditaire, une expertise approfondie ou une étude rapide et ciblée (ERC).

En effet, l'expertise consiste le plus souvent en une analyse approfondie et pluridisciplinaire nécessitant un recours à des contributions techniques de différents partenaires. Son délai de production est par conséquent de plusieurs semaines.

Une nouvelle orientation de la MEEF lui permet de répondre, au moyen d'une étude rapide et ciblée sur tout sujet d'ordre financier, économique ou juridique, aux attentes des décideurs locaux dont les besoins sont parfois plus précis et qui souhaitent des éléments d'aide à la décision dans des délais relativement contraints.

Quelle que soit sa nature, la prestation assurée par la MEEF est neutre, indépendante et confidentielle.

- neutralité : l'expertise ne préjuge pas de la décision du commanditaire. Elle repose sur des constats et des analyses objectifs.
- indépendance : la MEEF se positionne hors de l'environnement direct d'un projet, qu'il s'agisse des services techniques, des initiateurs ou des porteurs de projets. Elle ne participe pas au montage des projets.
- confidentialité : le rapport n'est remis qu'à son commanditaire et aux personnes désignées par lui.

C – Le contenu des études et des expertises

La prestation est à dimension variable. A la demande des décideurs locaux, la MEEF peut traiter des différents aspects suivants, listés à titre indicatif :

Aspects financiers :

- coût et plan de financement d'une opération ;
- capacité financière des différents partenaires d'un projet d'investissement ou de bénéficiaires de fonds publics ;
- situation financière d'un maître d'ouvrage ;
- plan de trésorerie ;
- impact financier d'un projet en terme de fonctionnement

ANNEXE (suite)

Aspects juridiques :

- analyse d'un montage juridique ;
- création d'une structure de portage ;
- questions domaniales (évaluation de la valeur de terrains ou bâtiments, estimation de loyers, situation cadastrale de terrains...)
- questions fiscales (conditions d'assujettissement et de récupération de la TVA, régime fiscal en fonction du mode de gestion adopté, ...)

Aspects économiques :

- rentabilité économique d'un projet ;
- contexte économique (situation du marché, débouchés,...) ;
- études d'impact (activité, emploi...)...

D - Les modalités d'intervention**La programmation de l'activité**

Le plan de charge annuel de la MEEF doit être évoqué en comité de l'administration régionale (CAR) sur la base de la concertation menée entre le préfet de région et le directeur régional des finances publiques. Opérationnellement, le SGAR, en liaison avec le responsable de la MEEF, demande préalablement aux préfets de département ainsi qu'aux sous-préfets territoriaux et directeurs départementaux et régionaux de services déconcentrés les projets ou dossiers susceptibles de faire l'objet d'une saisine de la MEEF en indiquant leur degré de priorité.

Cette programmation n'exclut aucunement les saisines directes des MEEF par les préfets.

Une présentation infra-annuelle de l'activité de la MEEF en CAR est vivement encouragée afin de tenir informés les préfets des prestations réalisées et des saisines à venir dans la région.

Le responsable de la MEEF doit également réaliser une revue de contrat annuelle avec les principaux commanditaires.

Les modalités de saisine

La MEEF est prioritairement saisie par le préfet de région ou les préfets de département, le préfet de région étant informé de toutes les saisines quels que soient le secteur d'activité concerné et le commanditaire.

La saisine de la MEEF par le président d'un établissement public peut être envisagée en concertation avec le préfet.

Les collectivités locales peuvent également saisir la MEEF, notamment dans le cadre des conventions de services comptable et financier et engagements partenariaux, lorsque le plan de charge le permet et avec l'accord du préfet de région ou du préfet de département concerné.

ANNEXE (suite)

Une demande formelle est nécessaire pour saisir la MEEF. A l'appréciation du responsable de la MEEF, en concertation avec le commanditaire, la demande le plus souvent sous forme de lettre vaut cahier des charges si elle est suffisamment précise sur le contenu de la prestation attendue, les modalités générales d'intervention et le délai de restitution souhaité.

En revanche, pour la réalisation des prestations les plus complexes nécessitant une définition suffisamment précise des aspects du projet à expertiser et des conditions d'intervention, le chef de la MEEF propose un cahier des charges au commanditaire.

La restitution de l'expertise

Un rapport écrit est toujours remis au commanditaire.

En raison de la nature du projet ou de la durée prévue de l'expertise, la réalisation d'un point d'étape peut être demandée par le commanditaire dans le cahier des charges.

La conclusion de l'étude met en évidence, soit les points faibles et les points forts du dossier, soit les points acquis, les points devant faire l'objet d'un arbitrage et les points à approfondir, l'objectif étant de fournir au commanditaire tous les éléments qui lui permettent d'apprécier le projet et de décider de son opportunité. Toutefois, pour certains dossiers et en fonction des attentes du commanditaire précisées dans le cahier des charges, la MEEF peut se prononcer sur les différentes options et émettre un avis sur le dossier ou formuler des recommandations.

Une restitution orale est systématiquement proposée au commanditaire par le responsable de la MEEF, en liaison avec le directeur régional ou départemental des finances publiques concerné.

Enfin, l'activité de la MEEF fera l'objet d'un bilan local avec chaque préfet lors d'une rencontre annuelle qui sera également l'occasion d'évoquer les perspectives de saisines.

*

* *

ANNEXE (suite et fin)

Ces nouvelles orientations visent à améliorer la gestion de la dépense publique et devraient encore mieux répondre aux besoins et attentes des préfets qui prendront l'initiative d'évoquer ce dossier avec les directeurs régionaux des finances publiques.

Le Préfet,
Secrétaire général du ministère de
l'intérieur, de l'outre-mer,
des collectivités territoriales
et de l'immigration

Le Directeur général
des Finances publiques

Michel BART

Philippe PARINI